

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 08 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



4M PROVENCE ROUTE

Village d'entreprise Ero
RN 7
84700 SORGUES

Références : D-0430-2022
Code AIOT : 0006401616

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2022 dans l'établissement 4M PROVENCE ROUTE implanté au lieu-dit Sainte Marie 84210 PERNES LES FONTAINES. L'inspection a été annoncée le 01/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 4M PROVENCE ROUTE
- Sainte Marie 84210 PERNES LES FONTAINES
- Code AIOT : 0006401616
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société 4M PROVENCE ROUTE SA, dont le siège social est situé au Village d'entreprise ERO, 38, rue des cardeurs à Sorgues (84700), est autorisée à exploiter une carrière implantée au lieu-dit " Sainte-Marie " sur la commune de Pernes les Fontaines (84210). Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997, pour une durée de 25 ans, complété par les arrêtés n° 187 du 16 octobre 2003, du 11 juillet 2017 et du 23 mars 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- recollement des travaux de cessation partielle d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Distances limites et zone de protection	Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 11	/	Sans objet
2	bornage	Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 6	/	Sans objet
3	interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté une non-conformité au cours de cette visite. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à Monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En fin d'exploitation, tous les produits polluants et déchets doivent être éliminés et valorisés vers des installations dûment autorisées.</p> <p>La remise en état du site doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, conformément au plan de phasage annexé au présent arrêté.</p> <p>La remise en état doit comporter au minimum, les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en sécurité des talus de liquidation, - le nettoyage de l'ensemble des terrains et d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état, - l'excavation pourra être comblée en partie, à l'aide de matériaux inertes ; un registre spécial d'entrée de ces matériaux sera ouvert qui en indiquera le volume, la nature et la provenance ; un contrôle des entrées sera effectué par un gardien, - après régalage des terres de découverte, un ensemencement sera réalisé comme prévu dans le dossier de demande. Aucun engrais, notamment nitraté, ne sera utilisé, - l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site. <p>L'ensemencement des terres de découverte n'est pas réalisé sur les 65 739 m² de terrains, situés sur les parcelles n°59 et 78 de la section ZE et objets de la cessation partielle d'activité sollicitée à travers le dossier du 17 décembre 2020.</p> <p>Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la cessation d'activité sur les parcelles était bien effective et que le changement d'usage était effectif ; - la reprise spontanée de la végétation sur les terrains, objets de la cessation ; - l'absence de structures ou de déchets. <div data-bbox="193 1245 1410 1928">  </div> <p><u>Terrains de la parcelle n°78 (vue depuis le nord du site)</u></p>



Terrains de la parcelle n°78 (vue depuis le sud du site,
zone restant en exploitation en arrière plan)



Terrains de la parcelle n°59 (vue depuis l'ouest du site)

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer: 1°) les bornes en tout point nécessaire pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2°) des bornes de nivellement NGF. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'exploitant a fourni un plan de bornage réalisé par le cabinet Géo Expert, daté du 21/06/2022. Ce plan mentionne des surfaces bornées pour la zone remise en état, objet de la cessation d'activité, de 64 836 m ² (contre 65 739m2 initialement prévu dans le dossier de cessation). La présence des bornes a été contrôlée par sondage et n'a pas fait apparaître de non conformité.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet


N° 3 : interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, interdiction d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière doit être contrôlé. Il doit être interdit par une barrière cadénassée où un portail fermé à clé en dehors des jours et heures ouverts, sauf autorisation spéciale de l'exploitant. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation doit être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger doit être signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées. Constats : La présence d'une clôture continue entre, d'une part, la zone restant en exploitation et, d'autre part, les terrains objets de la cessation d'activité a été constatée.

<p><u>Clôture mise en place au centre du site entre la zone restant en exploitation (à droite) et les terrains objets de la cessation d'activité (à gauche)</u></p>

<p><u>Clôture mise en place à l'est du site entre la zone restant en exploitation (à gauche) et les terrains objets de la cessation d'activité (à droite)</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Distances limites et zone de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Distances limites et zone de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations de la carrière doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé.
Constats : L'inspection a constaté que la bande des 10 mètres n'a pas été entièrement reconstituée en limite d'exploitation, sur un linéaire de 100 mètres environ, entre les bornes 27 à 29 du plan géo-expert du 21 juin 2022.

Observations : L'exploitant doit reconstituer la bande des 10 mètres sur les terrains situés au sein du périmètre autorisé, entre les bornes 27 à 29, afin que la cessation d'activité puisse être prononcée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet